



Sommaire

page 1	Edito:	Coopération internationale, une entourloupe pour se donner bonne conscience
pages 2-3	Projet:	Bolivie: permettre l'accès aux soins des personnes atteintes du VIH/sida dans un contexte difficile
pages 3-4	Projet:	Nicaragua, malgré tout: solidarité!
page 5	Analyse:	Guatemala: la lutte des communautés du Petén passe aussi par Genève
page 6	En bref	La CSSR était au festival Alternatiba Equateur: une victoire contre l'extraction pétrolière Stop aux entraves des banques suisses!

Edito

Coopération internationale, une entourloupe pour se donner bonne conscience

Tout comme il y a quatre ans, le Conseil fédéral a mis en consultation la stratégie de coopération internationale (CI) 2025-2028. Un exercice certes intéressant, mais qui n'a pas un effet concret sur la stratégie. En effet, le débat politique au Parlement (attendu au printemps prochain) ne portera pas sur le contenu mais uniquement sur les ressources financières que la Suisse mettra à disposition de la CI.

Et en parlant de ressources financières annoncées pour la CI, il apparaît d'abord que le Conseil fédéral aurait augmenté le budget global prévu. Mais en ajustant ce montant à l'inflation, on s'aperçoit qu'il est quasi identique à celui d'il y a quatre ans. Concrètement, la Suisse prévoit d'investir 0.42% du PIB pour la CI (loin du 0.5 % que le Parlement avait envisagé atteindre en 2015 et bien plus loin de la valeur cible de 0,7% convenue au niveau international). Le taux de l'aide publique au développement (APD) est en réalité de 0.36%, si on ne tient pas compte des coûts attribués à l'asile en Suisse.

De plus, ce taux, honteusement bas pour un pays tel que la Suisse, doit également couvrir une partie de l'aide humanitaire. La raison n'est pas claire, d'autant plus qu'il existe déjà une somme prévue pour les urgences et les catastrophes. Alors pourquoi pencher la balance du côté de l'aide humanitaire au détriment de la coopération au développement? Comment atteindre les objectifs de

développement durable d'ici 2030 si on ne se donne pas les moyens d'aider les pays moyennement avancés (PMA) à éradiquer la pauvreté et à lutter contre les inégalités?

Il y a quatre ans, le Conseil fédéral décidait de se désengager de l'Amérique latine pour se concentrer sur des régions «stratégiquement» prioritaires, en particulier l'Afrique et le Moyen-Orient. Aujourd'hui, le gouvernement annonce que 1.5 milliard de francs de la CI sont réservés exclusivement à la reconstruction de l'Ukraine. La volonté est louable, mais les mesures mises en place sont irréalistes et même néfastes. La guerre n'est malheureusement pas finie et on peut douter que ce montant soit suffisant pour la reconstruction du pays. En revanche, ce chiffre représente 13% des fonds de la CI (plus de la moitié de toute l'APD pour l'ensemble de l'Afrique), une somme qui sera forcément ponctionnée sur les lignes budgétaires de lutte contre la pauvreté et les inégalités dans le Sud global.

Dans l'ensemble, la nouvelle stratégie garde une certaine continuité. On peut même se réjouir que le message rétablisse la santé comme une priorité. Mais les moyens mis à disposition se réduisent comme peau de chagrin et sont répartis de manière incohérente par rapport aux objectifs voulus. A moins que les objectifs de la Suisse soient différents de ceux qu'on veut nous montrer.

Luisa Sanchez, présidente

Engagée pour la santé!

Qui sommes-nous ?

Histoire - La CSS naît en 1937 lorsque des médecins suisses s'engagent aux côtés des républicains espagnols en lutte contre les fascistes. Elle organise des missions médicales en Yougoslavie pendant la seconde guerre mondiale, puis se montre très active auprès des civils victimes de la guerre du Vietnam.

Objectifs - Réduire les injustices sociales, politiques et économiques qui empêchent l'accès équitable, pour les populations pauvres et dominées, aux conditions nécessaires à une vie en santé.

Valeurs - La CSSR considère que le manque d'équité en termes de ressources pour lutter contre la maladie n'est pas une fatalité. Il est possible et nécessaire de résister aux pratiques prédatrices et dominatrices de certains pouvoirs politiques et économiques qui causent l'injustice.

Moyens - La CSSR se montre solidaire d'organisations locales qui travaillent pour un meilleur accès aux soins; elle soutient des projets sanitaires sur le terrain et dénonce en Suisse les injustices dont sont victimes les populations dominées.

Bolivie: permettre l'accès aux soins des personnes atteintes du VIH/sida dans un contexte difficile

Fin février 2023, le Dr Pablo Valladares s'est rendu pour la CSSR à Cochabamba (Bolivie) auprès de notre partenaire, l'Instituto para el desarrollo humano (Institut pour le développement humain, IpDH). Il nous rapporte ses impressions et ses constats.

Par Aude Martenot

Infectiologue ayant travaillé sur la question du VIH/sida, Pablo a porté un œil éclairé sur le projet mené par l'IpDH «Pour un renforcement du service de santé intégrale à destination des personnes les plus vulnérables à la maladie». La rencontre de l'équipe, la visite du Centre de santé et le suivi de quelques consultations lui ont permis de constater une adaptation des prestations qui garantit un accueil facilité et confidentiel, dans le respect de l'identité et de l'expression de genre ainsi que de l'orientation sexuelle.

Ces éléments sont cruciaux dans un contexte où le système de santé publique, saturé, manque de moyens financiers. La centralisation de la distribution des médicaments et des examens de suivi représente beaucoup de temps et de coûts pour les patient-es. Les connaissances des bonnes pratiques concernant l'épidémie du VIH/sida peuvent aussi faire défaut. Ainsi, l'IpDH constate souvent de la part du personnel soignant un manque de confidentialité et une stigmatisation des patient-es avec VIH/sida, voire une méconnaissance de l'épidémie.

Au niveau médical, l'IpDH est le seul Centre de santé qui propose un médicament PrEP (agissant «pré-exposition», payant pour les patient-es) et un médicament PEP (agissant

«post-exposition», gratuit dans le cas des agressions sexuelles et pour les travailleur-euses du sexe). La PrEP et la PEP sont les piliers de la prévention du VIH recommandés par l'OMS, mais ils n'existent pas dans le programme national de Santé Publique en Bolivie.

Pablo a également constaté l'avancée de l'IpDH sur les questions de santé anale, généralement oubliée ou déficiente, même parfois en Suisse, et de prise en charge des personnes trans* pour tous les aspects sanitaires. Dans le contexte bolivien, où la violence à l'encontre des personnes trans* est impor-

tante tandis qu'aucune loi ne les protège, il s'agit d'un service exceptionnel.

La force de l'IpDH est aussi d'être un mouvement communautaire dont l'équipe de travail, militante, interagit avec différents collectifs et intervient dans des réunions de plaidoyer au niveau local et national.

Cet axe de plaidoyer de l'IpDH complète ainsi son travail pour l'accès aux soins: des observateur-ices sont formé-es et chargé-es de détecter les cas de violation des droits humains dans les espaces de santé. L'IpDH a également mis en place un Observatoire commu-



*Réunion avec l'équipe de prise en charge médicale, 2023
(© Valladares)*

nautaire afin de répertorier ces cas et d'améliorer leur défense. Enfin, l'Institut a développé un pôle de recherche clinique et publie régulièrement des résultats.

Sans conteste, le projet mené par l'IpDH est novateur, à la pointe des soins nécessaires pour répondre au mieux à l'épidémie du VIH/sida. Mais tant l'équipe de l'IpDH que Pablo listent aussi des améliorations souhaitées. Par exemple, obtenir la capacité de distribuer directement des médicaments ou encore avoir accès aux laboratoires pour assurer le suivi des patient·es des communautés les plus pauvres et qui habitent loin du centre.



Dépistage rapide anonyme pour le VIH, 4^{ème} génération de tests, 2023 (© Valladares)

Projet

Nicaragua, malgré tout: solidarité!

Dans le bulletin de la CSSR de septembre 2022, un article consacré au Nicaragua et à notre présence sur le terrain de la santé soulevait quelques questions sensibles et relevait aussi, sur place, un grand calme après la tempête de 2018. Ci-après, nous ajoutons quelques notes concernant la situation politique et nous présentons la 3^{ème} phase du projet qui doit démarrer en 2024.

Par Viviane Luisier

L'événement important advenu au cours de ces 6 derniers mois, c'est la libération de 222 prisonniers politiques, en février, qui a intéressé la presse internationale. Prisonniers libérés et... envoyés immédiatement à Washington, leur patrie de cœur! Un seul d'entre eux a refusé de quitter le Nicaragua: l'évêque de Matagalpa, un activiste majeur de la droite. Suite à son refus de partir, il a été immédiatement incarcéré dans une vraie prison. Depuis, l'OEA, les USA, l'UE et le Vatican n'ont cessé de dénoncer le régime de Daniel Ortega.

Autre événement qui fait sen-

tir ses effets: Biden a lancé «Humanitarian Parole», un programme ouvert en juillet 2022, destiné aux Haïtien·nes, Cubain·nes, Vénézuélien·nes et Nicaraguayen·nes, qui peuvent entrer aux USA en avion, muni·es d'une lettre d'invitation d'un·e parent·e, ami·e ou employeur·se, à raison de 30'000 par mois! Ça marche: l'émigration des jeunes Nicaraguayen·nes est massive et, surtout, comprise et acceptée par la population nicaraguayenne.

C'est dans ce cadre que nous répétons en septembre 2023: Malgré tout: solidarité!

Vers la 3^{ème} et dernière phase du projet

Les premières phases du projet de soutien aux infirmières ont été décrites à plusieurs reprises dans ces colonnes. Pour cette 3^{ème} phase, nous présentons les axes que nous voulons renforcer ou qui sont nouveaux. Le projet est destiné à 2'265 bénéficiaires direct·es et 1'522 bénéficiaires indirectes, il durera 3 ans, pour un montant de 250'000 CHF. Ce projet (mais pas seulement lui) a fait passer le nombre d'étudiant·es en infirmerie de 76 en 2010 à 873 en 2022. Voici les nouveautés que comporte la 3^{ème} phase du projet :

Prise en charge des femmes enceintes, parturientes et accouchées

Quand une femme décède pour des raisons obstétricales, c'est désormais à l'hôpital (et plus à domicile, car l'accouchement à domicile a fortement diminué). Il faut donc améliorer la prise en charge, en continuant de former les étudiant-es, mais aussi les enseignant-es. L'humanisation des soins prônée par les normes du MINSA (ministère de la santé) doit être mise en œuvre énergiquement.



Classe de préparation à la naissance, gratuite pour les femmes enceintes, 2022 (©UNAN)

Plaidoyer organisé

L'enquête effectuée lors du projet 2019-2021 (appelée «Enquête des 3 ans») concernant les débouchés professionnels pour les diplômé-es infirmier-ères de la UNAN a documenté le fait que moins de la moitié des diplômé-es trouvent du travail au MINSA. Dans le nouveau projet, il est prévu d'avoir un plan de plaidoyer auprès du MINSA et des employeur-ses de la région.

Appui à la coopérative de soins infirmiers

A la suite de «l'Enquête des 3 ans», une coopérative de soins

infirmiers a vu le jour. Un appui est prévu pour cette initiative dans le nouveau projet.

La collaboration avec la UNAN (Université Nationale Autonome du Nicaragua) a été satisfaisante jusqu'à présent et l'enthousiasme reste intact de part et d'autre pour offrir de bonnes conditions d'étude aux étudiant-es, afin qu'ils-elles puissent prendre en charge la population avec toute la compétence et l'empathie auxquelles elle a droit.

Guatemala: un espoir contre la corruption

Le 20 août avait lieu le 2^{ème} tour des élections présidentielles au Guatemala, dans un contexte tendu suite aux diverses accusations d'abus portées contre les institutions électorales. Bernardo Arévalo, du parti Movimiento Semilla, l'a emporté haut la main (58%) face à la candidate de la UNE (Union nationale de l'espérance). Arévalo représente un changement, après plusieurs gouvernements défendant les intérêts des élites politico-économiques du pays. Il a été plébiscité par les jeunes, plutôt urbains et qualifiés, pour un programme d'investissement dans les infrastructures, de lutte contre la dénutrition et de renforcement de la protection sociale. Mais surtout, pour son intention de lutter contre la corruption. C'est ce qui a fédéré autant de guatémaltèques, jeunes et moins jeunes autour de lui, dans un pays miné par la corruption, l'impunité et la violence.



Des étudiantes apprennent à examiner le col de l'utérus sur un mannequin, 2022 (©UNAN)

Guatemala: la lutte des communautés du Petén passe aussi par Genève

Le Conseil des droits humains a tenu sa 53^{ème} session du 19 juin au 14 juillet 2023 à Genève. A cette occasion, nous avons pu interviewer l'avocat Rubén Domingo, du Cabinet juridique des droits humains, qui travaille aux côtés de notre partenaire au Petén depuis plusieurs années.

Propos recueillis par Alicia Pary

Quelle est la mission du Cabinet juridique des droits humains et en quoi se distingue-t-il d'autres cabinets juridiques?

Notre organisation propose une représentation légale digne et un accompagnement communautaire aux personnes et aux communautés victimes de violations de leurs droits humains ou qui risquent d'être affectées dans leurs droits individuels et collectifs selon les territoires où elles se trouvent.

Sa mission est de promouvoir, par des actions juridiques stratégiques, un Etat de droit démocratique, incluant et respectueux des droits humains, des individus, des groupes et peuples dans leurs différentes formes de co-existence sociale. A travers les actions en stratégie juridique, le Cabinet cherche à visibiliser et transformer en politiques publiques les problèmes structurels du pays. Il est un référent au niveau national et international en matière de défense et de promotion des droits humains.

Quel est votre lien avec l'association

ACCODIL (Association de communautés rurales pour le développement intégral de la municipalité de La Libertad) au Péten?

Le Cabinet accompagne les communautés du Petén dans leur lutte pour les droits humains en promouvant l'accès à la justice et en soutenant la participation active des femmes. Il lutte notamment pour la justice agraire, afin d'obtenir la reconnaissance juridique des terres des communautés paysannes et s'engage en faveur de l'accès aux services publics de base.

ACCODIL est l'organisation locale avec laquelle le Cabinet collabore, en représentant les communautés victimes de délocalisations forcées. Il a pour objectif de permettre à ces communautés d'avoir accès aux services garantissant le minimum vital octroyé par l'Etat afin de pouvoir vivre dignement.

Le Cabinet a participé aux sessions du Conseil des droits humains: dans quel but?

Dans la vision du Cabinet, il est fondamental de définir les théma-

tiques qui affectent les droits des communautés locales et des peuples indigènes, en visibilisant les délocalisations et déplacements forcés par l'Etat et des compagnies privées. Il est également important de dénoncer l'omission de la consultation dont sont victimes les peuples indigènes, la négation de la justice et la criminalisation des défenseur·euses des droits humains afin que les organismes internationaux, les comités et rapporteur·euses du système des Nations Unies puissent avoir l'information pour se prononcer sur les cas de violation des droits humains qui leur sont présentés.

Le 20 août dernier, le peuple guatémaltèque a élu Bernardo Arévalo, du parti "Movimiento Semilla" à une large majorité. Qu'attendent les défenseur·euses des droits humains de ce nouveau gouvernement?

Cette élection a apporté l'espoir d'un avenir meilleur, spécialement pour les secteurs de la population traditionnellement exclus.

Quant à la situation des défenseur·euses du territoire et des droits humains au Petén et au Guatemala, cela dépendra en grande mesure de l'orientation du nouveau gouvernement en matière de droits humains, de sécurité et de politique agraire. Pour le moment, il n'y a pas de changement significatif: le Ministère public, les organismes judiciaires, l'armée continuent d'appliquer une politique de criminalisation contre les communautés paysannes du Petén. Autre obstacle: la composition de la nouvelle législature au Congrès est défavorable au nouveau gouvernement.



L'équipe du Cabinet juridique des droits humains, 2023 (©Cabinet)

La CSSR était au festival Alternatiba

Sous un soleil généreux, nous avons eu le plaisir de participer une nouvelle fois, ce samedi 2 septembre, au festival Alternatiba. Cette année, en plus de notre traditionnel stand d'informations, nous avons co-animé un atelier avec le Centre Europe - Tiers Monde (CETIM), lequel a permis d'aborder les nombreuses inégalités de santé dans le monde, au Nord (déserts médicaux et médecine à deux vitesses) comme au Sud (manque de moyens et entraves à l'accès aux soins par des brevets sur les vaccins et médicaments par exemple). Une journée riche en échanges!

Equateur: une victoire contre l'extraction pétrolière

Le 20 août dernier, au cours d'un référendum, 59% de la population équatorienne s'est prononcée pour l'arrêt de l'exploitation d'un gisement pétrolier dans la réserve amazonienne de Yasuni. Contre les intérêts des



entreprises et notamment de la compagnie pétrolière nationale Petroecuador, le peuple a donné sa voix à la vie, à la biodiversité et à la défense des droits des peuples indigènes.

C'est une bouffée d'espoir pour les collectifs qui luttent pour préserver l'Amazonie (en Equateur et ailleurs) contre les attaques mortifères des entreprises exploitant les énergies fossiles, que des fonds suisses continuent d'alimenter. C'est

aussi, nous l'espérons, un pas vers la reconnaissance des conséquences dramatiques pour la santé qu'inflige l'extractivisme et son lot de pollutions des sols, des airs et des eaux.

Stop aux entraves des banques suisses!

Lors du précédent bulletin, nous vous annoncions le lancement d'une pétition portée par plusieurs associations dont la CSSR. Un imprévu ne nous a malheureusement pas permis de l'encarter la dernière fois, veuillez nous en excuser! Vous trouverez donc dans ce bulletin la pétition, que vous pouvez nous retourner signée jusqu'au 31 octobre, ou alors signer en ligne: act.campax.org/p/stopbanques. D'avance, merci!

Faites un don avec TWINT!



Scannez le code QR avec l'app TWINT



Confirmez le montant et le don



Contacts

Centrale Sanitaire Suisse Romande, 15 rue des Savoises, 1205 Genève – Tél: +41 22 329 59 37
info@css-romande.ch – www.css-romande.ch **Versements** IBAN CH67 0900 0000 1706 6791 8

Bulletin

Edition: Centrale Sanitaire Suisse Romande **Comité de rédaction:** Viviane Luisier, Aude Martenot, Alicia Pary, Jean-Marc Richard, Luisa Sanchez Gonzalez

Tirage: 1500 exemplaires **Parution:** 4 numéros par an **Abonnement de soutien:** 20 CHF par an